

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 06/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**C3L**

rue de Mélou ZI Mélou - BP 521  
81100 Castres

Références : 81-CRARC-2025-29  
Code AIOT : 0006804706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement C3L implanté rue de Mélou ZI Mélou - BP 521 81100 Castres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement C3L implanté à Castres.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des actions nationales 2025 définies par la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature relatives à :

- la mise en œuvre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I),
- aux travaux par points chauds,
- l'identification des PFAS utilisés dans les mousses anti-incendie.

La précédente inspection de l'installation au titre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) date du 1er février 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C3L
- rue de Mélou ZI Mélou - BP 521 81100 Castres
- Code AIOT : 0006804706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de la société C3L est la fabrication de liants routiers à base de bitumes. Elle produit de l'émulsion de bitume et du bitume fluxé sur le site de Castres.

Cette activité consiste à mélanger à chaud et à travers un broyeur, des bitumes dit "phase noire" avec une phase aqueuse contenant des émulsifiants (amines principalement). Les émulsions de bitume fabriquées sont stockées sur le site dans l'attente de leur expédition sur les chantiers d'utilisation.

Une fabrication de bitumes fluxés est également réalisée sur ce site à partir d'un élastomère et d'un fluxant. Les produits ainsi fabriqués sont directement chargés dans les camions citernes de livraison sur chantier.

En 2013-2014, la société C3L a reconstruit son usine. Ces travaux ont notamment permis de mettre en place une captation des flux de rejets gazeux, d'adapter les dispositions de protection incendie et d'automatiser la production.

La SARL C3L à Castres est autorisée par arrêté préfectoral du 02/09/1961 dont la dernière modification a été actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2013.

L'installation est soumise à autorisation au titre de la rubrique 4801.1 (Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la quantité susceptible d'être présente dans l'installation de bitumes et d'émulsions étant de 760 tonnes .

L'installation est également déclarée pour la rubrique ICPE 4510.2 pour l'entreposage de 50 tonnes d'émulsifiants dangereux pour l'environnement aquatique.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- AN25 PMII
- AN25 Travaux et points chauds

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| 2  | Interdiction      | Règlement européen du   | Demande d'action corrective  | 4 mois                |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
|    | du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)        | 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants                       |  |                       |
| 3  | Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) | Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Demande d'action corrective  | 4 mois                |
| 5  | Notification des stocks de PFOA                          | Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants             | Demande d'action corrective  | 4 mois                |
| 6  | Interdiction à venir des PFCA C9-C14                     | Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)                                    | Demande d'action corrective  | 4 mois                |
| 8  | Identification des zones à risque                        | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 9  | Consignes d'exploitation                                 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Situation administrative                                 | AP Complémentaire du 30/01/2013, article 2  | Sans objet        |
| 4  | Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque) | Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Sans objet        |
| 7  | Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexane)          | Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)                       | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
|    | oïque)  |   |                   |
| 10 | Interdiction d'apporter du feu                                    | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59  | Sans objet        |
| 11 | Travaux   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63  | Sans objet        |
| 12 | Plan de prévention  | Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1   | Sans objet        |
| 13 | Dispositions du plan de prévention                                | Décret du 07/03/2008, article /               | Sans objet        |
| 14 | Travaux   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63  | Sans objet        |
| 15 | Travaux et sous traitance   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63  | Sans objet        |
| 16 | Formation du personnel  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  | Sans objet        |
| 17 | Surveillance fin de travaux                                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63  | Sans objet        |
| 18 | 1) Champ d'application démarche PMII                              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1   | Sans objet        |
| 19 | 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII                      | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1 | Sans objet        |
| 20 | 3) Dossier des réservoirs   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2 | Sans objet        |
| 21 | 4) Plan d'inspection des réservoirs                               | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3 | Sans objet        |
| 22 | 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII      | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5   | Sans objet        |
| 23 | 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5   | Sans objet        |
| 24 | 7) Recensement des ouvrages                                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
|    | soumis au PMII                                    |   |                   |
| 25 | 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a examiné la situation administrative du site, les dispositions prises par l'exploitant pour le suivi des mousses anti-incendie de son installation, la maîtrise du risque incendie associé aux travaux par points chauds et le plan de modernisation des installations industrielles.

Au vu de cet examen non exhaustif, l'exploitant doit apporter des compléments et engager des actions sur les points suivants :

- évacuer le grand récipient pour vrac (GRV) d'1 m<sup>3</sup> d'émulseur SFPM 3/6 M vers une filière capable de traiter les produits susceptibles de contenir des PFAS,
- transmettre les documents attestant du traitement du SFPM 3/6 M,
- remplacer l'émulseur SFPM 3/6 M par un émulseur adapté aux installations et aux risques présents sur le site. S'assurer que les conditions d'entreposage de ce nouvel émulseur respectent les préconisations du fabricant,
- transmettre à l'inspection des installations classées un document justifiant de l'adéquation de l'émulseur retenu avec l'installation en y précisant les quantités nécessaires et les conditions d'entreposage. Ce document précisera le cas échéant les modifications nécessaires du point 6.7.8 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 30 janvier 2013,
- compléter le plan identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion,
- établir des permis feu pour tous les travaux par points chauds réalisés sur l'installation (y compris ceux réalisés par les salariés de l'installation) dans les parties concernées de l'installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

|   |          |                 |                       |        |
|---|----------|-----------------|-----------------------|--------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/01/2013, article 2   |          |                 |                       |        |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative  |          |                 |                       |        |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |          |                 |                       |        |
| La société C3L dont le siège social se situe rue du Mélou, Zone industrielle du Mélou - 81107 CASTRES est autorisée à exploiter sur la parcelle n°1 de la section À du plan cadastral de la commune de CASTRES, à compter de la notification du présent arrêté, les installations suivantes : |          |                 |                       |        |
| N°Rubrique  | Rubrique | C a p a c i t é | D é s i g n a t i o n | Régime |

|        |  | m a x i m a l e<br>a u t o r i s é e | activité   |    |
|--------|--|--------------------------------------|--|----|
| 4801.1 | Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. 1. La quantité susceptible d'être présente d a n s l'installation étant supérieure ou égale à 500 t            | 760 tonnes                           | stockage de bitumes purs : 400 t<br>stockage d'émulsions : 360 t<br>total : 760 tonnes | A  |
| 4510.2 | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. 2. La quantité susceptible d'être présente d a n s l'installation étant supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t. | 50 tonnes                            | Émulsifiants   | DC |

#### Constats :

L'inspection des installations classées a passé en revue la situation de l'installation vis-à-vis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

#### Rubrique 4801.1 :

L'installation dispose des cuves suivantes :

- pour l'entreposage des bitumes purs : 4 cuves de 35 m<sup>3</sup> et 3 cuves de 70 m<sup>3</sup> soit un total de 350 m<sup>3</sup>
- pour l'entreposage des émulsions : 6 cuves de 60 m<sup>3</sup> soit un total de 360 m<sup>3</sup>

L'ensemble de ces capacités de stockage représentent une capacité total de 760 tonnes. L'activité au titre de la rubrique 4801.A relève du régime de l'autorisation. L'installation reste donc soumise à

autorisation.

**Rubrique 4510.2 :**

L'installation dispose de :

- une cuve de 15 m<sup>3</sup> d'émulsifiants "R50", produit auquel est notamment attribué les mentions de danger H400 et H410,
- une cuve de 15 m<sup>3</sup> d'émulsifiants "GEF2", produit auquel est notamment attribué la mention de danger H400,
- de GRV d'1 m<sup>3</sup> entreposant des émulsifiants (Polyram L920 notamment auquel est attribué les mentions de danger H400 et H410).

Le stock d'émulsifiant auquel est attribué les mentions de danger H400 ou H410 est inférieur à 50 tonnes et supérieur à 20 tonnes. L'activité au titre de la rubrique 4510.2. relève du régime de la déclaration contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

**Article 4**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

**Annexe I**

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

**Constats :**

L'installation dispose de 3 colonnes sèches :

- 1 colonne en DN100 alimentant en pré mélange à 3 % d'émulseur les 3 déversoirs à bas foisonnement de la rétention du parc à liants (bitume pur),
- 1 colonne en DN100 alimentant en pré mélange à 3 % d'émulseur le déversoir de la



rétention des 2 cuves de 60 m<sup>3</sup> de fluxant,

- 1 colonne en DN100 alimentant en eau le rideau d'eau (diffuseur queue de paon) permettant de protéger la zone émulsion en cas d'incendie de la zone bitume.

Un grand récipient pour vrac (GRV) d'1 m<sup>3</sup> d'émulseur fluoré SFPM 3/6 M de la société Eau & Feu acheté en 2014 est situé à côté des départs des 3 colonnes. Il n'est pas abrité et ne dispose pas de rétention. Il est à disposition du SDIS en cas d'incendie. L'exploitant a précisé qu'aucun essai n'avait été réalisé avec cet émulseur.

L'exploitant a pu transmettre la fiche de données de sécurité de cet émulseur lors de l'inspection qui ne permet pas de statuer sur la présence de PFOS.

L'exploitant a précisé qu'il prévoit de faire évacuer le SFPM 3/6 M et de le remplacer par un produit sans fluor d'ici le premier trimestre 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Évacuer le GRV d'1 m<sup>3</sup> d'émulseur SFPM 3/6 M vers une filière capable de traiter les produits susceptibles de contenir des PFAS. Transmettre les documents attestant du traitement du SFPM 3/6 M Remplacer l'émulseur SFPM 3/6 M par un émulseur adapté aux installations et aux risques présents sur le site. S'assurer que les conditions d'entreposage de ce nouvel émulseur respectent les préconisations du fabricant.

Transmettre à l'inspection des installations classées un document justifiant de l'adéquation de l'émulseur retenu avec l'installation en y précisant les quantités nécessaires et les conditions d'entreposage. Ce document précisera le cas échéant les modifications nécessaires du point 6.7.8 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 30 janvier 2013.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 3 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

**Article 4**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

**Annexe I**

|   |
|---|
| <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche de données de sécurité du SFPM 3/6 M ne permet pas de statuer sur la présence de PFHxS.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il prévoit de faire évacuer le SFPM 3/6 M et de le remplacer par un produit sans fluor d'ici le premier trimestre 2026.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Voir demande du point de contrôle n°2</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>  |

**N° 4 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> |

|  |
|--|
| <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche de données de sécurité du SFPM 3/6 M ne permet pas de statuer sur la présence de PFOA.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il prévoit de faire évacuer le SFPM 3/6 M et de le remplacer par un produit sans fluor d'ici le premier trimestre 2026.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Voir demande du point de contrôle n°2</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 5 : Notification des stocks de PFOA**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a prévu de se défaire du stock de SFPM 3/6 M susceptible de contenir du PFOA d'ici le premier trimestre 2026.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Voir demande du point de contrôle n°2</p>   |

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois                      |

**N° 6 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) une autre substance, en tant que constituant;</li> <li>b) un mélange;</li> <li>c) un article;</li> </ul> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;</li> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</li> <li>- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche de données de sécurité du SFPM 3/6 M ne permet pas de statuer sur la présence et les concentrations en PFCA en C9-C14 .</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il prévoit de faire évacuer le SFPM 3/6 M et de le remplacer par un produit sans fluor d'ici le premier trimestre 2026.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Voir demande du point de contrôle n°2</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois   |

**N° 7 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.<br><br>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA. |
| <b>Constats :</b><br><br>La fiche de données de sécurité du SFPM 3/6 M ne permet pas de statuer sur la présence et les concentrations en PFHxA .<br><br>L'exploitant a précisé qu'il prévoit de faire évacuer le SFPM 3/6 M et de le remplacer par un produit sans fluor d'ici le premier trimestre 2026.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 8 : Identification des zones à risque**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.<br><br>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.<br><br>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. |

|  |
|--|
| Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent   |
| <b>Constats :</b><br><br>Le plan d'intervention situé à l'entrée du site ne précise pas l'ensemble des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles notamment sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>la zone d'entreposage de fluxant ou de bitume n'est pas indiquée comme une zone à risque d'incendie,</li> <li>la zone ATEX associée à l'entreposage du matériel de soudage est notamment pas indiquée.</li> </ul> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Compléter le plan identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

#### N° 9 : Consignes d'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :<br/>[...]</p> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'obligation de la réalisation d'un permis feu en préalable à la réalisation de travaux par point chaud est précisée dans la consigne CM21.803 " plan de prévention - permis de travail - permis feu" disponible au niveau du pupitre de commande de l'installation. <p>Cette consigne encadre l'intervention des entreprises extérieures sur l'installation.</p> <p>L'exploitant a précisé que les salariés de l'installation n'établissaient pas de permis feu lorsqu'ils réalisaient des travaux par points chauds sur l'installation (meulage par exemple).</p> |

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| Établir des permis feu pour tous les travaux par points chauds réalisés sur l'installation (y compris ceux réalisés par les salariés de l'installation) dans les parties concernées de l'installation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 10 : Interdiction d'apporter du feu**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :<br>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; |
| <b>Constats :</b><br><br>L'interdiction d'apporter du feu et de fumer est notamment précisée au niveau des zones de dépotage/ empotage des produits.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 11 : Travaux**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :<br>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;<br>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;<br>[...]<br>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'intervention des entreprises extérieures est encadrée par la consigne CM21.803 " plan de prévention - permis de travail - permis feu".   |

|   |
|---|
| Le site met en œuvre des plans de prévention, ou des permis de travail, ainsi que des permis feu lorsque des travaux par points chauds sont réalisés. Ces documents comprennent la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants et tracent l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 12 : Plan de prévention**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :<br>[...] <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation ne fait pas l'objet d'un plan d'opération interne.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 13 : Dispositions du plan de prévention**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article R4512-8 du Code du travail<br>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>3. Les instructions à donner aux travailleurs ;</li> <li>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</li> <li>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</li> </ol> |
| <b>Constats :</b>   |



|  |
|--|
| <p>L'inspection des installations classées a consulté par sondage le plan de prévention concernant le changement de la nourrice du parc émulsion (plan de prévention en date du 29 janvier 2024) qui comportait notamment des opérations de soudage coupage meulage et perçage.</p> <p>Le plan de prévention aborde les différentes dispositions prévues par l'article R. 4512-8 du code du travail.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 14 : Travaux**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le permis feu de l'opération de remplacement de tuyauterie d'émulsion vers l'échangeur à plaques du 15 janvier 2025.</p> <p>Celui-ci contient la définition des phases d'activité dangereuses (soudage), les moyens de prévention spécifiques correspondants (extincteurs adaptés) sont précisés dans le permis de travail associé à l'opération</p> <p>Les extincteurs sont entretenus.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 15 : Travaux et sous traitance**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>[...]</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> |

|  |
|--|
|  |
| <b>Constats :</b>  |
| L'exploitant a précisé qu'il ne faisait appel qu'à des entreprises extérieures en direct, sans sous traitance. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 16 : Formation du personnel**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>     |
| <b>Constats :</b><br><br><p>Les salariés de l'installation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• reçoivent un accueil sécurité à leur arrivé dans l'entreprise,</li> <li>• disposent de formations incendie tous les ans (manipulation d'extincteur, point de rassemblement, centrale d'alarme incendie, triangle du feu,...),</li> <li>• disposent de formations spécifiques "Prévention des risques usines de liants et d'enrobés-PRULE".</li> </ul> <p>Les intervenants extérieurs sont encadrés par un plan de prévention et/ou un permis de travail. Dans le cadre de l'élaboration de ces documents, les risques spécifiques à l'installation sont abordés.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 17 : Surveillance fin de travaux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fin de travaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p> |
| <b>Constats :</b>  |

|  |
|--|
| Les permis feu consultés par sondage traçaient la vérification réalisée par l'exploitant après la fin des travaux. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 18 : 1) Champ d'application démarche PMII**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est soumis à autorisation au titre la rubrique 4801.1. Il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 04/10/2010.</p> <p>L'exploitant a précisé connaître la section 1 « Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements ». Il a précisé en inspection avoir effectué en 2014 et 2016 un recensement des équipements susceptibles d'être soumis qui a conclu à la non-soumission des équipements de l'installation.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 19 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li> <li>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li> </ul> |

|  |
|--|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>À partir de la base de données des réservoirs et capacités, et des critères explicités dans cet article, l'exploitant a identifié les premiers réservoirs susceptibles d'être soumis à la réglementation PM2I :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1réservoir aérien cylindrique vertical de 15 m<sup>3</sup> pour émulsifiant R50 auquel est attribué les mentions de danger H400 et H410,</li> <li>• 1réservoir aérien cylindrique vertical de 15 m<sup>3</sup> pour émulsifiant GEF2 auquel est attribué la mention de danger H400.</li> </ul> <p>L'exploitant a utilisé les dispositions d'exclusion du dernier alinéa de cet article pour exempter ces réservoirs du suivi PM2I. Le guide professionnel DT 90 pour la définition du périmètre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 propose un critère d'exclusion concernant la viscosité cinématique du produit stocké. Si celle-ci est strictement supérieure à 100 cSt à 20 °C, alors le guide considère que le produit en cas de fuite ne pénétrera pas ou peu dans le sol.</p> <p>L'exploitant a précisé que le R50 dispose d'une viscosité cinématique de 239,23 cSt à 20°C. Concernant le GEF2, la viscosité cinématique est de 100 cSt à 40°C, elle est donc strictement supérieure à 100 cSt à 20°C (la viscosité cinématique augmente avec la baisse de température). L'exploitant n'a donc retenu aucun réservoir aérien cylindrique vertical au titre du champ d'application de cet article.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 20 : 3) Dossier des réservoirs**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a exclu ses réservoirs du champ d'application de l'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 21 : 4) Plan d'inspection des réservoirs**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspections 04/10</p> |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p>   |

|  |
|--|
| <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a exclu ses réservoirs du champ d'application de l'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 22 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités - recensement 04/10</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</li> <li>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</li> <li>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</li> <li>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</li> </ol> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un</p> |

|  |
|--|
| <p>guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et</li> <li>- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et</li> <li>- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Sur la base des critères de soumission prévus dans cet article, l'exploitant indique qu'aucune des tuyauteries présentes sur le site n'est soumise à la réglementation PM2I.</p> <p>Les vérifications réalisées par sondage et la visite des installations confirment la non soumission des tuyauteries du site.</p> <p>En ce qui concerne les capacités, le site ne dispose pas de capacité contenant des substances auxquels sont attribuées les mentions de danger H400, H410.</p>            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 23 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités – état initial inspections 04/10</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les capacités et tuyauteries de l'installation ne sont pas concernées par le champ d'application de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 24 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10</p> |

|  |
|--|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun réservoir, capacité ou tuyauterie de l'installation n'est concerné par les dispositions des articles 3, 4 et 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 25 : 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun ouvrage de l'installation n'est soumis aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 .</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |